

Le traître Macron demande aux Français d'accepter la partition musulmane



Islamator, le mystérieux blogueur qui, depuis des semaines, dénonce, un par un, ceux qu'il appelle les traîtres à la nation, ne pouvait mieux tomber, pour cette quatorzième édition.

<https://islamator.tvs24.ru/>

Alors qu'il évoquait l'ensemble des trahisons de Macron, depuis qu'il est à la tête de la France (et même avant), apparaît, ci-dessous, des confidences-chocs du président de la République, révélées par le journal Le Monde.

Que nous dit cet article, que nous publions ci-dessous intégralement ? Hollande nous disait qu'on allait à la partition, mais ne faisait rien. Macron nous confirme le diagnostic, mais nous affirme qu'on y est, demande aux Français d'en prendre acte, et de s'y résigner. Il appelle

cela, avec pudeur, « un séparatisme ». 751 zones de non-droit, dont 150 tenues par les islamos, c'était difficile de continuer à dire le contraire, même en faisant des procès à Zemmour, qui osait dire tout fort ce que tout le monde voyait dans son quotidien.

Et, dans le même temps, ce traître à la patrie continue à faire venir 500.000 nouveaux venus, tous les ans (les chiffres sont minorés), majoritairement africains et musulmans, pour accélérer la mort de la France, exactement comme le dit dans cette vidéo Islamator. Il ose parler de « crises des religions », alors qu'une seule pose problème, l'islam. Et il parle d'une intégration qui ne doit pas renier l'altérité de l'autre, cela s'appelle juste le modèle multiculturel qui est en train de faire crever le pays. Et il n'évoque pas la surdélinquance, l'ensauvagement de notre pays, où la plupart du temps, ce sont des musulmans qui tuent des non-musulmans, ou les agressent, ou les violent.

L'islam nous a déclaré la guerre, nos gouvernants favorisent l'invasion de ses soldats, et notre président explique à nos compatriotes qu'il faut s'y résigner. Cerise sur le gâteau, il promet de traiter la guerre d'Algérie comme Chirac a traité la Shoa. Autrement dit, encore des excuses de la France, et toujours plus de repentance. Il y en a plus que marre de ce félon ! L'acte de trahison est acté, cela doit être la Haute Cour, avec les sanctions qui vont avec...

<https://islamator.tv24.ru/cc-content/uploads/h264/XFvcNTryXJw srxTAfa6R.mp4>

De là à dire qu'il mérite amplement le verdict qu'assène le blogueur, il n'y a qu'un pas que, bien sûr, nous ne franchirons pas.



Lucette Jeanpierre

Emmanuel Macron : « Il y a dans notre République, aujourd'hui, ce que j'appellerais un séparatisme »

« Personne n'est pur. Politiquement, c'est le rêve le plus létal qui soit. » Emmanuel Macron s'empare de la question identitaire et de l'assimilation dans la société française, conformément à ce que dessinaient ses conseillers ces dernières semaines. Assis dans la salle de réunion à l'avant de l'avion qui le ramène, jeudi 23 janvier, d'Israël vers la France, le président de la République a abandonné les formalités de représentation. Il porte un sweat affichant l'inscription I love French Tech et un chèche noué autour du cou. Le chef de l'Etat reçoit trois journalistes, représentant Le Monde, Le Figaro et Radio J.

Quelques heures plus tôt, il a pris la parole au centre Yad Vashem, à l'occasion du 75e anniversaire de la fin du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. A bord de l'appareil, après cette première visite en Israël, le chef de l'Etat se penche sur les tensions identitaires qui traversent la société française, en tentant de concilier le respect de l'altérité

avec la nécessité de mettre des mots sur la réalité. « Il faut accepter qu'il y a, dans notre République aujourd'hui, ce que j'appellerais un séparatisme. » Il prend pour illustration la situation dans les quartiers Nord de Marseille. « Les grands-mères ou les mères de ces jeunes filles qui sont communautarisées, elles sont arrivées à Marseille en aimant la France, et en n'ayant pas le voile. »

Emmanuel Macron ne mise ni sur la solennité d'un discours présidentiel, ni sur une mesure miracle pour répondre à ce constat. « Les gens me disent : "Vous n'êtes pas à l'aise avec ces sujets." Ce n'est pas vrai ! Je suis très à l'aise avec eux », assure-t-il. Le chef de l'Etat reste au stade du diagnostic, pour ne pas se laisser imposer les termes d'un débat identitaire dans lequel son parti se tient en retrait. M. Macron dénonce « l'espèce de fantasme, de narcissisme de la petite différence », qui entraîne la fracturation de la société, au lieu de consolider « l'identité narrative » nationale, soit une identité en constante mue qui se nourrit de récits successifs, théorisée par le philosophe Paul Ricœur.

« Une transformation de l'islam, qu'il faut regarder en face »
Le président français souligne l'existence d'un « phénomène mondial, d'un islam radical qui se tend, et d'une transformation de l'islam, qu'il faut regarder en face.(...) Des pays qui sont de tradition musulmane, dirais-je, vivent ça. La Tunisie d'aujourd'hui n'est pas celle de Bourguiba, force est de le constater, y compris dans la rue. Et donc on l'a chez nous aussi. Mais ça s'est greffé sur des fractures mémorielles, des échecs que nous-mêmes on a eus sur le plan économique et social... Et ça devient une contre-culture ! Ça devient tout à la fois l'importation d'un islam qui vit une crise mondialement – et qui revisite des signes de religiosité qu'il n'avait pas forcément il y a vingt ou trente ans. [Cela] vient s'agréger à une crise qui est, chez nous, très profonde. »

S'exprimant sur la question de la laïcité dans l'espace public, Emmanuel Macron a estimé qu'il existait « beaucoup de confusion » dans le débat politique :

« On m'a demandé 20 fois un discours sur la laïcité. Mais je l'ai fait 40 fois ! (...) Ils confondent. Ils demandent à la laïcité quelque chose qui ne relève pas d'elle. La laïcité, le texte est clair : c'est un texte de séparation de l'Etat et des religions et en même temps de liberté de conscience. Ce qu'on me demande au fond c'est de parler de la civilité républicaine et de l'islam. C'est très différent, ça n'a rien à voir avec la laïcité. Le voile, ce n'est pas un sujet de laïcité dans la rue. C'est un sujet de civilité, c'est un sujet d'égalité femme-homme, d'ordre public. [Il s'agit de] dire comment un monothéisme aujourd'hui en expansion dans le monde qui s'est fortement développé dans notre pays avec le phénomène migratoire et arrive après la loi de 1905 peut prendre sa place dans la République. »

« On vit une crise des religions »

Emmanuel Macron a longuement évoqué la difficulté à employer le mot de communautarisme dans le cas français, tant l'expression s'inscrit dans une culture anglo-saxonne différente :

« Nous n'avons pas ça dans nos traditions, parce que, dans la République française, il n'y a qu'une communauté, la communauté nationale. Ensuite, le terme de communauté a été repris par des communautés qui vivent de manière pacifique dans la République, qui ne prônent pas un séparatisme. Et il renvoie, sinon, à une forme de multiculturalisme, qui n'est pas le modèle auquel je crois. Quand bien même on a voulu parfois me caricaturer derrière celui-ci. C'est un modèle beaucoup plus anglo-saxon qui vit, d'ailleurs, sa propre crise.

Pourquoi ? Parce qu'on vit une crise des religions. Et comme chaque religion a ses limites, le multiculturalisme saute. »

Faisant une nouvelle fois référence à Paul Ricœur, avec lequel il a toujours revendiqué une proximité, Emmanuel Macron a évoqué la nécessité de réussir une « politique de reconnaissance », soit « la capacité à reconnaître la part d'altérité de l'autre ». Un objectif difficile en France, estime-t-il, par son histoire, en vertu de laquelle on « ne

parle pas d'intégration mais d'assimilation. Ce qui est d'ailleurs, aujourd'hui, utilisé par une partie de la droite – à mon avis à mauvais escient –, de la droite dure et de l'extrême droite. Et l'assimilation avait un contexte, d'ailleurs, politique et philosophique au moment où elle est utilisée, au début du Code civil et puis par les premiers républicains. Et ce qu'ils disent c'est que "ceux qui arrivent doivent venir à nos principes et à notre civilité". »

Emmanuel Macron se dit l'apôtre du « beau principe de l'intégration républicaine », qui réclame de « rejoindre la communauté nationale avec ses règles, ses lois, mais aussi sa civilité », sans que « la part d'altérité de l'autre » ne soit niée. « Elle est très importante parce que, dans notre République, la "mêmeté" n'existe quasiment plus », dit le chef de l'Etat.

Piotr Smolar

Le Monde, 24 janvier